

Portrait statistique territorial

Le département de l'Ain

Les chiffres clés :

Ain

Auvergne-Rhône-Alpes

Données socio-économiques :

Population :	663 202	8 114 361
Evolution de la population (entre 2015 et 2021) :	+5,0%	+3,0%
Poids des moins de 30 ans parmi la population :	35%	35%
Population active (15-64 ans) :	323 537	3 818 895
Taux d'emploi parmi la population (15-64 ans) :	72%	68%

L'emploi salarié :

Nombre de salariés (2023) :	157 315	2 487 094
Evolution en 2023 :	+0,4%	+0,5%

Les embauches :

Embauches (plus d'un mois, hors intérim) en cumul sur 12 mois :	67 300	1 204 754
Evolution annuelle :	-6%	-5%

Les offres enregistrées :

Offres en cumul sur 12 mois :	37 800	493 456
Evolution annuelle :	-6%	-14%
Part d'offres durables (plus de 6 mois) :	67%	64%

Difficultés de recrutement :

Part de projets difficiles (BMO 2024) :	57%	57%
---	-----	-----

Taux de chômage :

Taux de chômage (BIT) parmi la population active :	5,6%	6,4%
--	------	------

Les demandeurs d'emploi inscrits :

DEFM ABC à fin mars 2025 :	45 954	629 886
Evolution annuelle :	+6,9%	+7%
Part ayant au moins un frein identifié :	33%	31%

Les entrées en formation :

Tous types (cumul de mars 2024 à février 2025) :	7 357	101 347
Hors CPF autonome :	3 195	49 880

L'accès à l'emploi après formation :

	71%	69%
--	-----	-----

Les retours à l'emploi :

Retours à l'emploi de plus d'un mois (cumul de juin 2024 à septembre 2024) :	42%	41%
--	-----	-----

L'indemnisation :

montant cumulé des allocations versées en 2021 :	409 491 500 €	4 910 067 600 €
Part des demandeurs d'emploi indemnisés parmi la DEFM :	54%	52%
Montant d'indemnisation mensuel brut moyen :	1 478 €	1 370 €

Données socio-économiques :



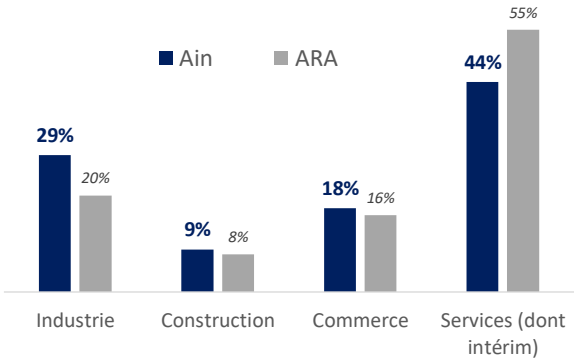
	Ain	Auvergne-Rhône-Alpes
Population totale	663 202	8 114 361
Evolution de la population entre 2015 et 2021	+5,0%	+3,0%
Contribution du solde migratoire à l'évolution de la population	+3,2%	+1,5%
Contribution du solde naturel à l'évolution de la population	+1,8%	+1,5%
Densité de population (hab / km²)	115	115
Poids des 60 ans et plus parmi la population	23%	25%
Poids des moins de 30 ans parmi la population	35%	35%
Poids des foyers concernés par une prestation CAF	42%	46%
Poids des ménages bénéficiaires d'aides au logement	13%	20%
Part de familles monoparentales	14%	15%
Revenu fiscal moyen par foyer	33 693 €	30 487 €
Taux de foyers imposés	49%	48%
Population active (15-64 ans)	323 537	3 818 895
Taux d'emploi parmi la population (15-64 ans)	72%	68%
Taux d'emploi parmi les jeunes (15-24 ans)	38%	34%
Taux d'emploi parmi les seniors (55-64 ans)	57%	55%
Taux d'emploi parmi les femmes	68%	65%

(sources : Insee 2021, CAF)

L'emploi salarié (champ Acoess*, 2023)



	Ain	Evol /a-1	Part (%)	Pour comparaison, part dans ARA
Industrie	45 496	+0%	29%	20%
Construction	14 086	-1%	9%	8%
Commerce	27 935	+1%	18%	16%
Services (dont intérim)	69 798	+0%	44%	55%
TOTAL	157 315	+0%	100%	100%

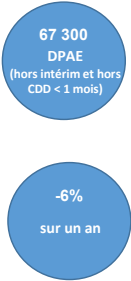


*Hors agriculture, administration publique, éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), santé non marchande et emploi par les ménages de salariés à domicile

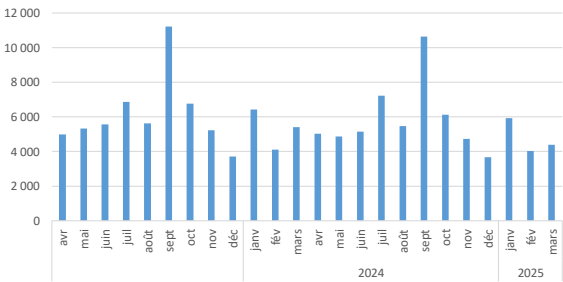
Les 10 principales activités (en termes d'effectifs salariés, hors administration publique, éducation non marchande et santé non marchande) :

	Effectifs salariés 2023	%
Commerce, réparation d'automobiles	27 935	18%
Construction	14 086	9%
Activités de services administratifs et de soutien	11 872	8%
Transports et entreposage	11 496	7%
Action sociale et hébergement médico-social	11 134	7%
Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	8 735	6%
Hébergement et restauration	7 485	5%
Métallurgie et fabrication de produits métalliques	6 623	4%
Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	6 259	4%
Industries agro-alimentaires	4 749	3%

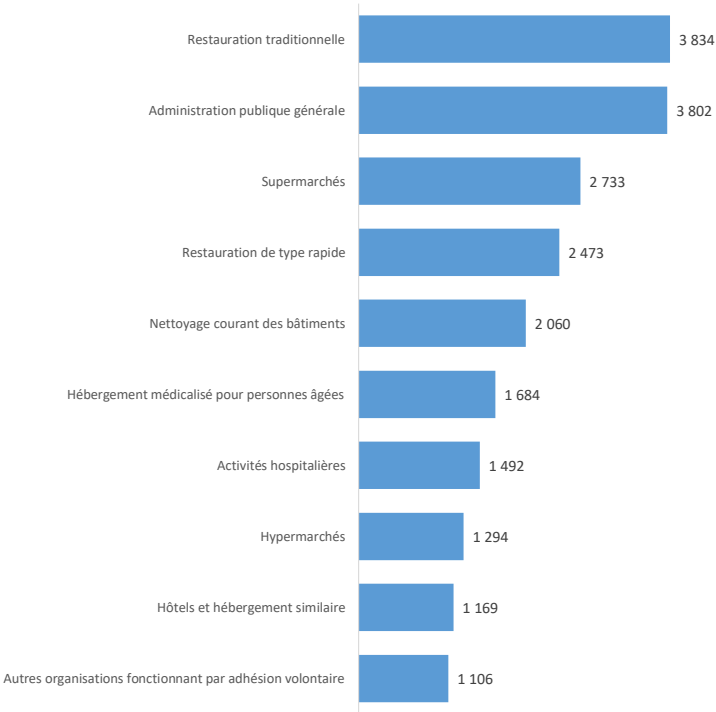
Les embauches (DPAE Hors intérim et hors CDD < 1 mois) (cumul d'avril 2024 à mars 2025)



DPAE par mois
(hors intérim et hors
CDD moins d'1 mois)



Les dix principaux secteurs recruteurs (hors intérim et hors CDD moins d'1 mois)



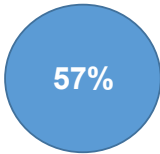
Les offres déposées à France Travail (cumul d'avril 2024 à mars 2025)



Les dix métiers les plus recherchés par les employeurs :
(* : "métiers accessibles sans diplôme et sans expérience")



Les difficultés de recrutement et métiers en tension



Part de projets de recrutement jugés difficiles à pourvoir par les employeurs, d'après l'enquête BMO 2024 (établissements interrogés en novembre 2023 sur leurs intentions d'embauche pour l'année 2024)
(contre 57% en ARA)

Liste des métiers les plus en tension en 2023, et indicateurs sur la cause des tensions

Code ROME	Libellé Métier	Emplois	Tension	Indicateurs complémentaires d'éclairage des causes potentielles de la tension					
				Intensité d'embauches	Lien formation-emploi	Manque de main-d'œuvre disponible	Non-durabilité de l'emploi	Conditions de travail contraignantes	Inadéquation géographique
I1606	Carrossier-peintre / Carrossière-peintre	545	2,7	5	5	4	1	3	5
F1202	Chef / Cheffe de chantier	445	2,6	5	5	4	1	3	5
I1304	Technicien / Technicienne de maintenance industrielle	947	2,5	5	5	4	1	2	3
I1604	Mécanicien / Mécanicienne automobile	1 770	2,3	5	5	4	1	4	3
H2901	Ajusteur-monteur / Ajusteuse-monteuse	851	2,3	5	3	5	2	4	3
D1403	Commercial / Commerciale auprès des particuliers	553	2,0	5	5	4	1	2	4
F1201	Conducteur / Conductrice de travaux	603	1,9	5	5	4	1	3	3
N4103	Conducteur / Conductrice de bus	882	1,9	5	2	4	2	4	3
F1604	Plaquiste	244	1,9	5	5	1	4	4	2
H2903	Tourneur-fraiseur / Tourneuse-fraiseuse	1 348	1,8	5	5	5	2	5	2

1 nouvel indicateur de tension

5

Tension élevée

4

Tension

3

Tension moyenne

2

Tension faible

1

Pas de tension

L'indicateur principal de tension est un indicateur composite. Il permet de fournir une échelle numérique de gradation des tensions par métier.

Cet indicateur regroupe trois composantes :

- pour 50% - la **part des projets de recrutements anticipés comme difficiles** par les employeurs
- pour 30% - le rapport entre le flux d'offres d'emploi en ligne (champ étendu au-delà des seules offres collectées par France Travail, avec offres scrapées par la DARES sur plusieurs autres sites) et le flux de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (sans emploi, tenus de rechercher activement un emploi)
- pour 20% - le **taux d'écoulement de la demande d'emploi**, qui mesure le taux de sortie des listes des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans emploi ou en activité réduite, tenus de rechercher activement un emploi)

ATTENTION !! L'analyse des tensions est considérée comme possible sur un territoire donné, lorsque la couverture des données est suffisante, en respectant 3 conditions cumulatives : l'indicateur est significatif seulement si le métier a au-moins 30 projets de recrutement, 30 offres en ligne et 30 DEFM A (10/10/10 au niveau bassin).

6 indicateurs complémentaires

5

Tendant à un fort niveau de tensions

4

Tendant à un niveau élevé de tensions

3

Tendant à ne pas avoir d'effet sur le niveau de tension

2

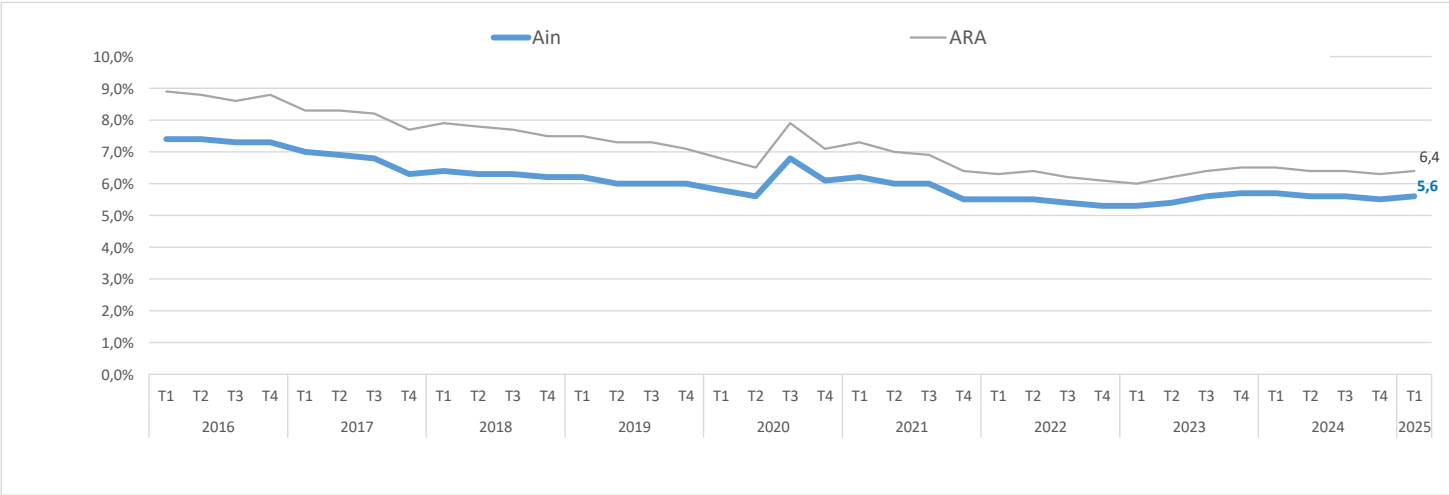
Tendant à baisser le niveau de tension

1

Tendant à réduire le niveau de tension

Ils permettent d'éclairer les facteurs potentiels à l'origine des tensions, afin d'identifier la pluralité des situations selon les métiers et les territoires.

Le taux de chômage (%) au sens du BIT* (à mars 2024 – Source INSEE)



***RAPPEL :** Le taux de chômage n'est pas calculé à partir du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail.

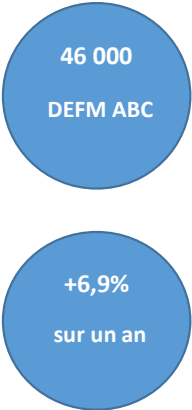
Le taux de chômage donne la proportion de chômeurs (au sens du Bureau International du Travail - BIT) parmi la population active. Il est calculé trimestriellement par l'Insee, à partir de l'enquête Emploi. Il est déclinable jusqu'au niveau des zones d'emploi.

Le nombre de chômeurs (au sens du BIT) et le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) inscrits à France Travail ne coïncident pas : par exemple, un chômeur au sens du BIT non inscrit à France Travail n'est pas comptabilisé comme un demandeur d'emploi.

Les volumes de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail, communiqués mensuellement par France Travail, correspondent à l'exploitation de données administratives, consolidées nationalement.

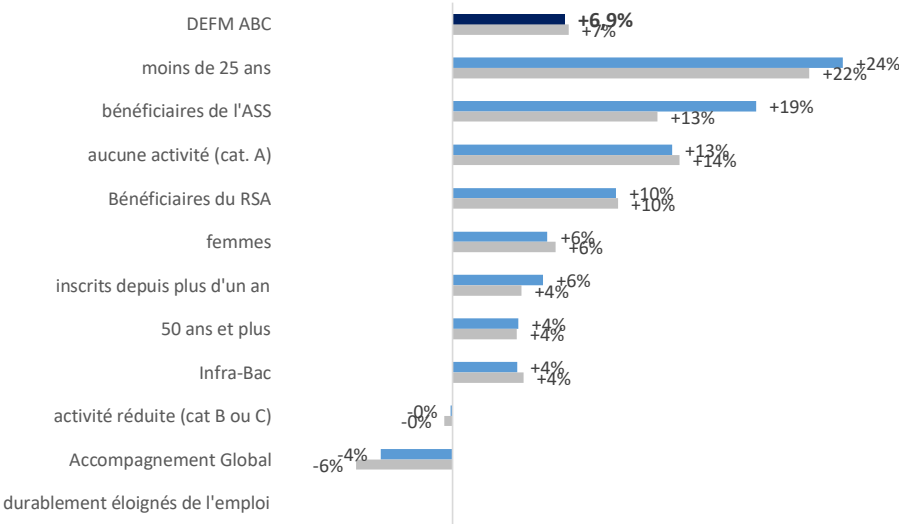
De même, le découpage utilisé par l'INSEE pour restituer les taux de chômage ("zones d'emploi") est différent de celui utilisé par France Travail ("bassins d'emploi").

Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail (à fin mars 2025)

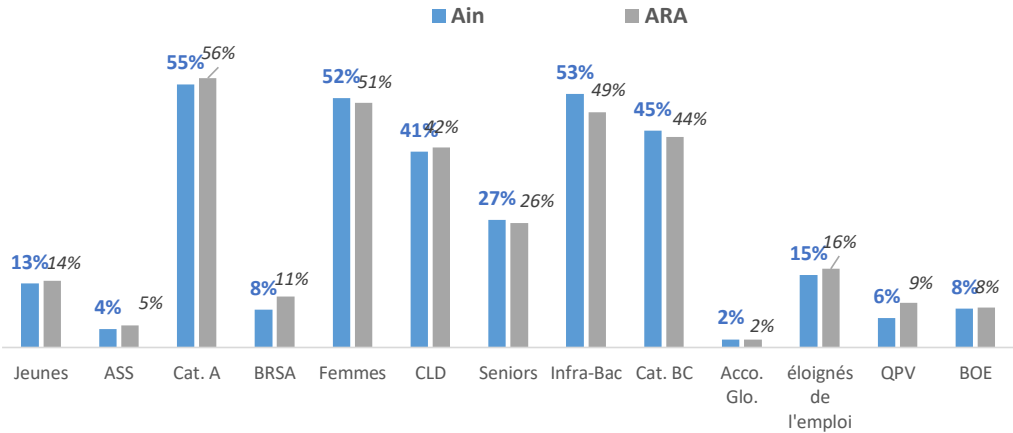


	202503			Pour comparaison : ARA	
	mars-25	Ain Poids dans demande d'emploi	Evol / a-1	Poids dans demande d'emploi	Evol / a-1
DEFM ABC	45 954	100%	+6,9%	100%	+7%
moins de 25 ans	6 111	13%	+24%	14%	+22%
bénéficiaires de l'ASS	1 773	4%	+19%	5%	+13%
aucune activité (cat. A)	25 201	55%	+13%	56%	+14%
Bénéficiaires du RSA	3 601	8%	+10%	11%	+10%
femmes	23 868	52%	+6%	51%	+6%
inscrits depuis plus d'un an	18 731	41%	+6%	42%	+4%
50 ans et plus	12 222	27%	+4%	26%	+4%
Infra-Bac	24 291	53%	+4%	49%	+4%
activité réduite (cat B ou C)	20 753	45%	-0%	44%	-0%
Accompagnement Global	781	2%	-4%	2%	-6%
durablement éloignés de l'emploi	6 950	15%		16%	
résidant QPV	2 833	6%		9%	
Bénéficiaires Obligation d'Emploi	3 727	8%		8%	

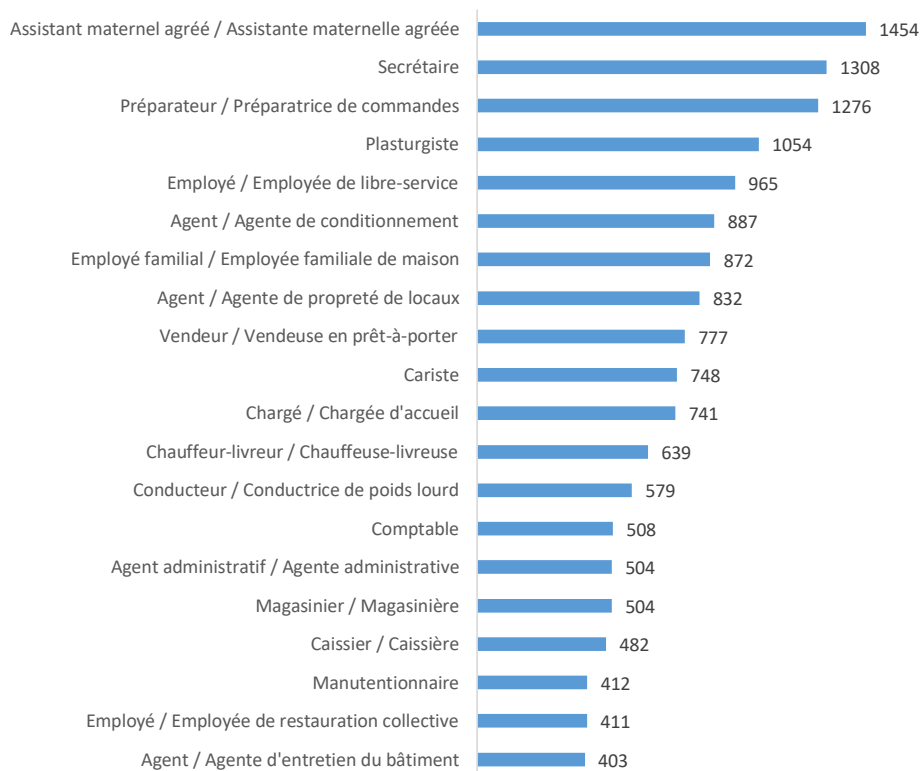
Evolution annuelle de la demande d'emploi, par typologie de public



Poids des publics spécifiques parmi la demande d'emploi



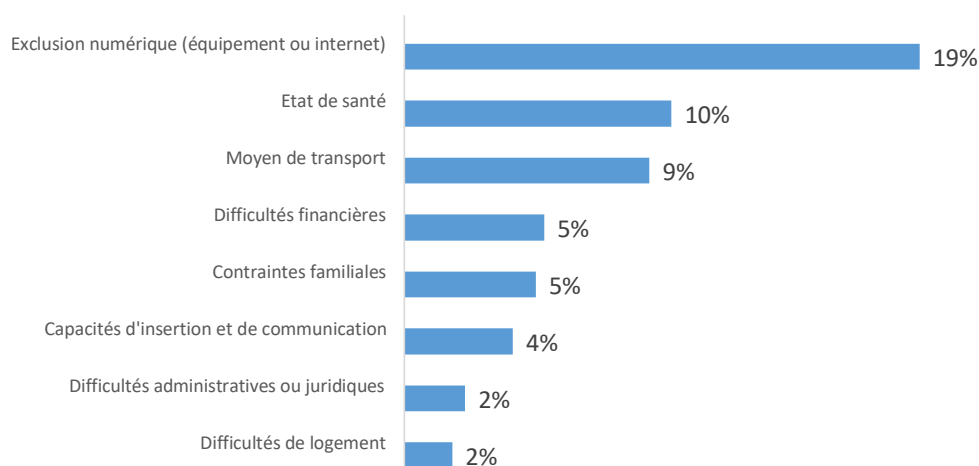
**Les 20 métiers les plus
recherchés par les
demandeurs d'emploi**



33%

des demandeurs d'emploi du département ont au moins un frein identifié

Part de demandeurs d'emploi qui présentent des freins périphériques, par type de freins :



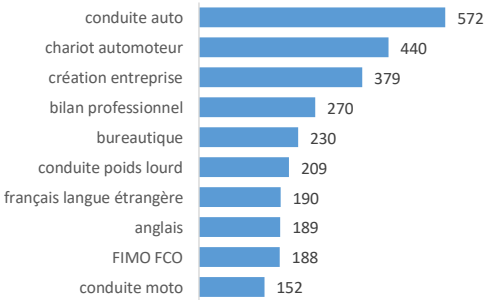
Les entrées en formation des demandeurs d'emploi

(cumul de mars 2024 à février 2025)

Par type de formation :	Entrées en formation	%	Pour compar., poids parmi les entrées en ARA
AFC	1 150	16%	15%
AFPR-POEI	768	10%	12%
AIF	155	2%	4%
POEC	165	2%	3%
CPF AUTONOME	4 162	57%	51%
Conseil Régional	442	6%	8%
AUTRES	515	7%	8%
TOTAL	7 357	100%	100%

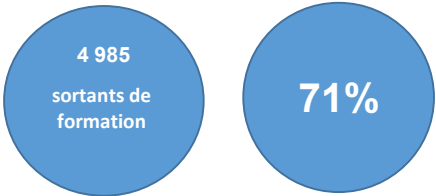
Par public :	Entrées en formation	%	Pour compar., poids du public dans la DEFAM ABC
Moins de 25 ans	1 334	18%	13%
50 ans et plus	1 312	18%	27%
Bénéficiaires Obligation d'Emploi	648	9%	8%
Infra-Bac	3 755	51%	53%
Femmes	3 638	49%	52%
BRSA (payable)	464	6%	8%
résidant QPV	479	7%	6%

Top 10 des formacodes :	Entrées en formation	%
conduite auto	572	8%
chariot automoteur	440	6%
création entreprise	379	5%
bilan professionnel	270	4%
bureautique	230	3%
conduite poids lourd	209	3%
français langue étrangère	190	3%
anglais	189	3%
FIMO FCO	188	3%
conduite moto	152	2%

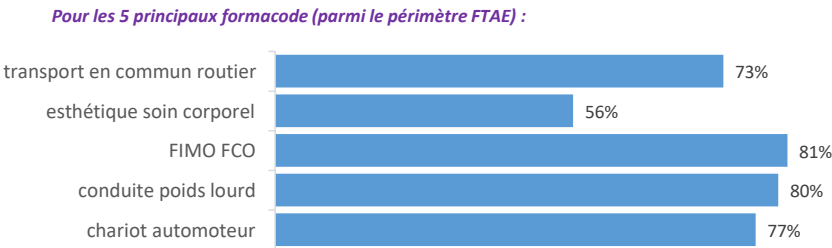
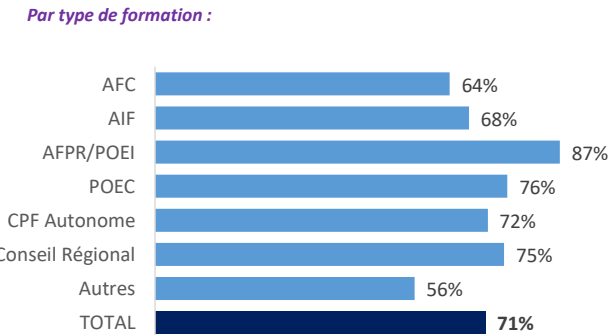


L'accès à l'emploi au cours des 6 mois qui suivent la formation

(parmi les sortants de formation de novembre 2023 à octobre 2024)



Accès à l'emploi au cours des 6 mois qui suivent la formation (contre 61% en ARA)



Le taux d'accès à l'emploi à 6 mois

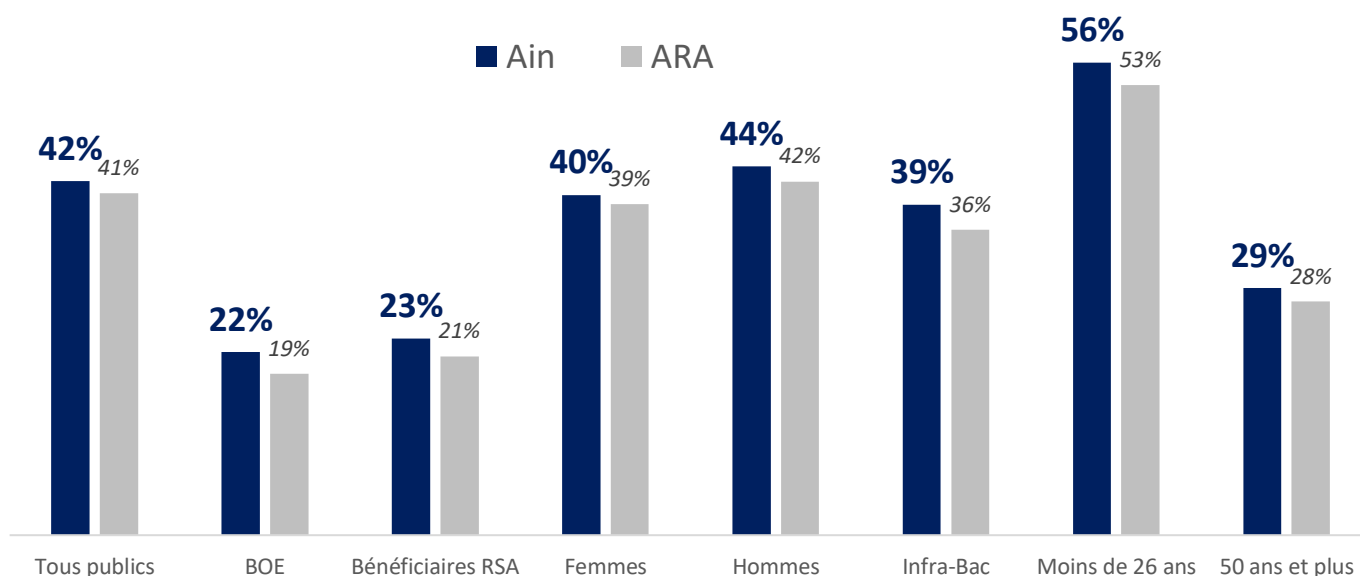
(TAE, parmi DEFM AB de juin 2024 à septembre 2024)

42%

Taux d'accès
à l'emploi

Taux d'accès à l'emploi, calculé parmi les demandeurs d'emploi résidant sur le périmètre du département et inscrits en catégorie A ou B à la fin d'un mois compris entre juin 2024 et septembre 2024, au cours des six mois qui suivent le mois en question, pour des retours à l'emploi de plus d'un mois.

Taux d'accès à l'emploi à 6 mois



Cet indicateur mesure la part des demandeurs d'emploi en catégorie A ou B, ayant repris un emploi leur permettant de sortir de catégorie A ou B, dans les 6 mois suivants.

Pour chaque mois, l'ensemble des demandeurs d'emploi présents en catégorie A ou B est pris en compte, puis on observe la présence d'au moins un accès à l'emploi dans les 6 mois suivants.

Les accès pris en compte sont : présence d'au moins 78h de travail pendant 1 mois via les données DSN, passage en catégorie C, passage en catégorie E, passage en POEI, sortie des listes pour reprise d'emploi déclarée.

L'indemnisation

54%

Part des demandeurs
d'emploi indemnisés
parmi la DEFM

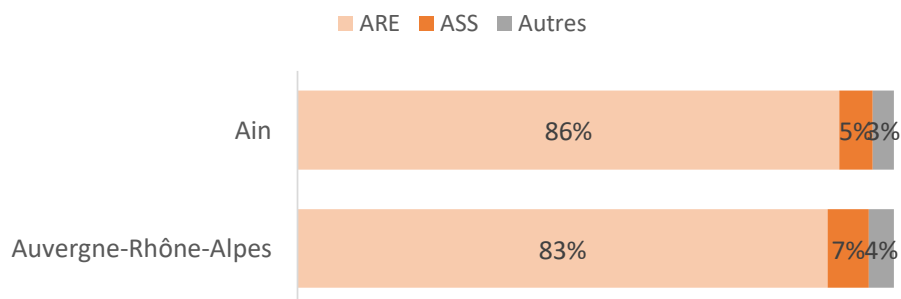
Part des demandeurs d'emploi indemnisés parmi la DEFM (décembre 2024) :



27 930

Nombre de
demandeurs
d'emploi indemnisés

Type d'allocations pour les demandeurs d'emploi indemnisés (décembre 2024) :



1 478 €

Montant
d'indemnisation
mensuel brut moyen

Montant d'indemnisation mensuel brut moyen (décembre 2024) :

